
Une politique écologique pour la classe ouvrière

Matt Huber – 2019

Introduction :

Pour résoudre la crise écologique, il faut un mouvement de masse qui s'attaque à des industries extrêmement puissantes. Pourtant, la base de l'environnementalisme dans la classe des cadres et l'accent mis sur la consommation ont peu de chance d'attirer le soutien de la classe ouvrière.

La crise climatique et écologique est grave et il reste peu de temps pour y remédier. En un peu plus d'une génération (depuis 1988), nous avons émis la moitié de toutes les émissions historiques. Au cours de cette même période, la charge de carbone dans l'atmosphère est passée d'environ 350 parties par million à plus de 410 – le niveau le plus élevé depuis 800 000 ans (la moyenne historique préindustrielle était d'environ 278). La civilisation humaine n'a émergé qu'au cours d'une rare période de 12 000 ans de stabilité climatique – cette période de stabilité se termine rapidement.

Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) suggère

qu'il ne nous reste que douze ans pour réduire radicalement les émissions afin d'éviter un réchauffement de 1,5 °C, un niveau qui ne fera qu'augmenter considérablement les pics d'extrêmes super-tempêtes, sécheresses, incendies de forêt et vagues de chaleur mortelles (sans parler de l'élévation du niveau de la mer). De nouvelles études montrent que la modification du régime des précipitations menacera la production de céréales comme le blé, le maïs et le riz d'ici vingt ans. Une série de trois études suggère que dès 2070, un demi-milliard de personnes « connaîtront des vagues de chaleur humide qui tueront même les personnes en bonne santé à l'ombre en six heures ».

Il n'est pas nécessaire d'être socialiste pour croire que les changements nécessaires nécessiteront une sorte de révolution. Le GIEC a déclaré sans ambages que nous devons immédiatement instaurer « des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les aspects de la société ». L'éminent climatologue Kevin Anderson a déclaré : "... quand on regarde vraiment les chiffres qui se cachent derrière le rapport, quand on regarde les chiffres qui ressortent de la science, alors on parle d'une révolution complète de notre système énergétique. Et cela va soulever des questions très fondamentales sur la façon dont nous gérons nos économies. »

Le mouvement radical pour le climat s'est longtemps coalisé autour du slogan « changeons le système, pas le climat ». Le mouvement a bien compris que le capitalisme est le principal obstacle à la résolution de la crise climatique. Pourtant, la notion de « changement de système » reste parfois vague sur la manière dont les systèmes changent.

Le dilemme de la crise climatique n'est pas aussi simple que le simple remplacement d'un système par un autre – il nécessite une confrontation avec certains des secteurs du capital plus riches et les plus puissants de

l'histoire mondiale. Il s'agit d'une centaine d'entreprises seulement, responsables de 71 % des émissions depuis 1988. L'industrie des combustibles fossiles et les autres secteurs du capital à forte intensité de carbone (acier, produits chimiques, ciment, etc.) ne resteront pas les bras croisés face aux changements révolutionnaires qui rendent leurs modèles économiques obsolètes.

Comme toutes les autres batailles de ce type, cette confrontation nécessitera un mouvement social hautement organisé et soutenu par une base de masse pour forcer le capital et l'État à se plier aux changements nécessaires. Pourtant, comme l'affirme Naomi Klein, il s'agit en réalité d'un « mauvais timing », car au cours des dernières décennies, c'est le capital qui a construit un formidable pouvoir pour neutraliser ses principaux défis, tels qu'un État régulateur, des structures fiscales progressives et des syndicats viables.

L'histoire des XIXe et XXe siècles montre que le plus grand défi au pouvoir du capital est venu des mouvements organisés de la classe ouvrière, fondés sur ce qu'Adaner Usmani appelle la « capacité de perturbation » – en particulier les grèves et l'organisation syndicale. C'est la classe ouvrière qui non seulement constitue la grande

majorité de la société, mais qui possède également le levier stratégique pour stopper les profits du capital de l'intérieur.

Mais c'est là que réside le principal dilemme. Un mouvement capable d'apporter les changements nécessaires devra non seulement être de taille massive, mais aussi avoir une base substantielle dans la classe ouvrière.

Or, dans sa forme actuelle, la politique environnementale a peu de chances d'y parvenir. Son orientation idéologique et stratégique reflète la vision du monde de ce que Barbara et John Ehrenreich ont appelé la « classe professionnelle-managériale », qui place au centre de ses préoccupations les diplômés et la « connaissance » de la réalité de la crise environnementale. Il ne s'agit pas simplement d'un problème de type de personnes impliquées.

La politique environnementale de la classe moyenne est souvent directement opposée aux intérêts de la classe ouvrière. Elle fonde ses théories de la responsabilité écologique sur des idées d'empreintes « écologiques » ou « carbone » qui rendent les consommateurs (et les travailleurs) responsables de la dégradation de l'environnement. Cette approche est centrée sur l'appel à vivre simplement et à « consommer moins » – une

recommandation qui n'est guère susceptible de plaire à une classe ouvrière dont les salaires et le niveau de vie stagnent depuis près de deux générations.

Lorsqu'ils cherchent des exemples de politique environnementale émancipatrice, les universitaires radicaux imaginent la vraie politique environnementale comme une forme de lutte directe pour les moyens de subsistance sur les « valeurs d'usage » naturelles comme la terre, les ressources et le corps lui-même.

Bien que les luttes pour les moyens de subsistance soient très importantes, l'environnementalisme de classe professionnelle élude la manière dont une telle politique pourrait intéresser les dizaines de millions de travailleurs qui n'ont pas un accès direct à la nature sous forme de « valeur d'usage ».

Dans cet essai, je plaide pour une politique écologique de la classe ouvrière visant à mobiliser la masse des travailleurs pour affronter la source de la crise – le capital. Afin de construire ce type de politique, nous devons faire appel à la masse de la classe ouvrière qui n'a aucun moyen écologique de survie en dehors de l'accès à l'argent et aux marchandises. Cette politique s'articule autour de deux axes majeurs.

Premièrement, elle offre une histoire bien différente de la responsabilité de classe pour la crise écologique. Plutôt que de blâmer « nous tous », les consommateurs et nos empreintes, elle se concentre sur la classe capitaliste. Ce type de politique permet de canaliser la colère et le ressentiment que les travailleurs éprouvent déjà à l'égard de leur patron et des riches en général, afin d'expliquer une raison de plus pour laquelle ces antagonistes rendent leur vie plus difficile.

Deuxièmement, elle offre un programme politique destiné à faire directement appel à l'intérêt matériel de la classe ouvrière. Il est relativement simple d'insérer des politiques écologiquement bénéfiques dans les mouvements déjà existants autour de la dégradation des besoins de base comme « Medicare for All » ou « Housing for All »¹.

La crise climatique en particulier est centrée sur des secteurs absolument vitaux pour la vie de la classe ouvrière – la nourriture, l'énergie, le transport. L'objectif devrait être d'utiliser cette urgence scientifiquement déclarée pour construire un mouvement visant à prendre ces secteurs critiques sous contrôle public afin de les décarboner et de les démarchandiser.

La politique émergente du Green New Deal, bien que loin d'être parfaite, fait exactement cela. Non

seulement elle offre une solution à l'échelle du problème – visant à révolutionner le système énergétique et économique – mais elle offre également des avantages clairs et directs à la masse de la classe ouvrière (par exemple, une garantie d'emploi fédérale).

Bien que l'anti-environnementalisme des syndicats établis du bâtiment et des travailleurs de l'industrie des combustibles fossiles suscite beaucoup de consternation, un environnementalisme de la classe ouvrière pourrait mieux s'aligner sur le militantisme croissant dans les secteurs de soins à faible émission de carbone comme la santé et l'éducation. L'accent mis par ces campagnes sur les politiques anti-austérité et la « négociation pour le bien commun » peut également répondre à l'expansion d'une réponse publique à l'effondrement écologique.

Partie 1. Du mode de vie aux moyens de subsistance : Les limites de l'environnementalisme

Le mouvement environnemental, dans sa forme actuelle, est dominé par les professionnels de la classe moyenne. Avec l'expansion de l'enseignement supérieur, cette classe

a explosé pendant le boom de l'après-guerre, lui-même produit de la lutte de masse de la classe ouvrière et des victoires des syndicats dans les années 1930 et 1940. De ces conditions historiques émerge ce que j'appellerai « l'environnementalisme de style de vie », dont l'essence est de rechercher de meilleurs résultats à travers les choix de consommation individuels.

Pourtant, ce désir provient d'une source plus profonde d'anxiété concernant les formes de consommation de masse de marchandises, où la sécurité de la classe moyenne est assimilée à une maison privée, à l'automobile, à la consommation de viande et à toute une série de marchandises gourmandes en ressources et en énergie.

En tant que tel, l'environnementalisme de style de vie considère les modes de vie modernes – ou ce que l'on appelle parfois « notre mode de vie » – comme le principal moteur des problèmes écologiques. Cela rend, bien sûr, une politique de gains matériels intrinsèquement dommageable pour l'environnement.

Étant donné que l'environnementalisme axé sur le mode de vie blâme la consommation de marchandises – et que la grande majorité de la société (c'est-à-dire la

classe ouvrière) dépend des marchandises pour survivre – il ne séduit qu'une base très étroite de personnes aisées qui non seulement mènent une vie relativement confortable de classe moyenne, mais se sentent également coupables de le faire.

Sous le néolibéralisme en particulier, la majeure partie de la population ne se sent pas coupable ou complice de sa consommation, mais contrainte par de sévères limitations de l'accès aux éléments de base de la survie.

L'environnementalisme du style de vie produit également une ramification, une vision alternative distincte et apparemment plus radicale de la politique écologique qui prévaut dans les études universitaires. Cette forme de recherche accepte la prémisse de l'environnementalisme du style de vie selon laquelle les « modes de consommation » modernes sont intrinsèquement nuisibles à l'environnement.

Les chercheurs en écologie radicale se tournent donc vers les marges de la société pour trouver une base plus authentique à la politique environnementale. C'est ce que j'appellerai « l'environnementalisme des moyens de subsistance », ou ce que l'on appelle parfois « l'environnementalisme des pauvres ».

Cette forme de recherche a soutenu que la base appropriée pour la mobilisation environnementale était une expérience vécue directe de l'environnement. Je vais couvrir deux domaines essentiels. Premièrement, l'écologie politique recherche largement des exemples de luttes contre la dépendance directe de la « valeur d'usage » de la terre ou des ressources pour la subsistance parmi les communautés souvent paysannes, indigènes ou autres communautés marginalisées (généralement dans le Sud). En tant que telle, cette recherche romance souvent ce qui est considéré comme des moyens de subsistance anti-modernes en marge du capitalisme mondial.

Deuxièmement, la justice environnementale se concentre davantage sur les effets inégaux de la pollution et des déchets toxiques en tant que menaces mortelles pour les moyens de subsistance des communautés racialisées et marginalisées (généralement dans le Nord). Souvent critiques à l'égard du courant dominant de l'environnementalisme, qui se concentre sur la préservation de la nature ou de la vie sauvage, les spécialistes de la justice environnementale mettent en lumière la façon dont les communautés pauvres et racialement marginalisées

font de l'environnement une question de survie.

Pourtant, là encore, ceux qui luttent directement contre l'empoisonnement des communautés locales sont souvent en marge de la société dans son ensemble. Les luttes de ce type (par exemple, le mouvement des travailleurs sans terre au Brésil ou la lutte pour l'eau potable à Flint, dans le Michigan) sont évidemment des questions de survie importantes pour les personnes concernées. Pourtant, la question stratégique de savoir comment traduire les préoccupations locales en matière de moyens de subsistance en un mouvement environnemental de masse plus large capable de s'attaquer au capital reste floue.

L'environnementalisme des moyens d'existence est souvent considéré comme l'opposé de l'environnementalisme des modes de vie, mais son orientation académique émerge des fondements de ce dernier. C'est la désaffection pour la société marchande de masse qui envoie le regard de l'universitaire radical vers les marges de la société à la recherche de la "vraie" lutte environnementale.

L'environnementalisme des moyens d'existence est en effet une forme beaucoup plus attrayante de politique ancrée dans les intérêts matériels de groupes spécifiques. En fétichisant la

relation directe vécue avec ce qui est considéré comme l'environnement réel (terre, ressources, pollution), il étudie la manière dont nous pourrions construire une politique environnementale pour la majorité de la société déjà dépossédée de la terre et dépendante de l'argent et des marchandises pour survivre.

Les fausses idées écologiques de l'environnementalisme de style de vie

L'écologisme prend la vie au sérieux. L'écologie est l'étude de la vie dans toutes ses relations. Pour faire remonter les problèmes environnementaux aux modes de vie des consommateurs, les écologistes ont développé des outils techniques sophistiqués. Ils se sont appuyés sur un postulat de base :

« Chaque organisme, qu'il s'agisse d'une bactérie, d'une baleine ou d'une personne, a un impact sur la terre. Nous dépendons tous des produits et services de la nature, tant pour nous fournir en matières premières que pour assimiler nos déchets. L'impact que nous avons sur notre environnement est lié à la "quantité" de nature que nous utilisons ou que nous nous "approprions" pour

soutenir nos modes de consommation. »

Telles sont les premières lignes d'un texte d'introduction à l'analyse de l'"empreinte écologique », Sharing Nature's Interest. Chaque année, des milliers d'étudiants de premier cycle et de militants écologistes répondent au questionnaire sur l'"empreinte écologique » pour savoir combien de planètes il faudrait pour subvenir aux besoins de plus de 7 milliards de personnes qui consomment comme vous (généralement un chiffre surprenant comme 3,5 Terres). Grâce à ces connaissances et à ces outils, les consommateurs du Nord global ont appris que leur "privilège" et leur complicité étaient en grande partie responsables d'une crise écologique mondiale.

La citation résume bien la vision écologique du monde : les êtres humains sont des organismes comme les autres. Chaque "organisme" a des "impacts" mesurables sur un écosystème. Les ours mangent du poisson, et les humains mangent des tacos au poisson, mais les résultats sur un écosystème sont les mêmes.

Il est important de noter que l'analyse de l'empreinte écologique cherche à lier les impacts à la consommation. Cela est logique dans le cadre de la vision écologique du

monde. Après tout, tout écologiste sait qu'un écosystème est composé de producteurs et de consommateurs. Ces derniers sont très différents des producteurs et des consommateurs d'une économie capitaliste.

Les producteurs écologiques sont les plantes qui exploitent l'énergie solaire et l'eau pour produire de la matière organique végétale à la base de tout « réseau alimentaire ». Cependant, la véritable action – et les “impacts” – proviennent des consommateurs écologiques. Il s'agit des animaux et des autres espèces qui consomment des plantes et des animaux qui consomment ces animaux, et ainsi de suite. Les consommateurs – et il existe de nombreux niveaux de consommateurs primaires, secondaires, etc. – sont les moteurs du changement écologique dans un système où les producteurs sont relativement inertes et passifs (on les appelle en fait des “autotrophes”).

Une empreinte écologique peut prendre l'entrée de vos diverses activités de consommation économique (l'énergie, la nourriture, le logement et d'autres matériaux qui constituent votre consommation quotidienne) et vous donner une sortie de combien d'espace écologique – ou, « zone biologiquement productive équivalente » – est nécessaire pour soutenir cette consommation.

Cela permet de comprendre l'inégalité ancrée dans les niveaux de revenu et de consommation : les États-Unis consomment 9,6 hectares par habitant, tandis que l'Inde consomme 1 hectare par habitant. Cette vaste analyse de l'empreinte écologique a récemment été supplantée par les « empreintes carbone ». Au lieu de mesurer votre impact en termes d'« espace », les consommateurs apprennent maintenant en termes de livres (ou de tonnes) d'émissions équivalentes de dioxyde de carbone (le consommateur américain moyen émet environ 37 000 livres par an).

Cela peut conduire à une sorte d'analyse “progressive” de l'inégalité des empreintes entre les consommateurs riches et pauvres. En 2015, Oxfam a publié un rapport intitulé « Extreme Carbon Inequality », selon lequel les 10 % de personnes les plus riches dans le monde sont responsables de 50 % des émissions, tandis que les 50 % les plus pauvres ne sont responsables que de 10 %.

Le résumé annonce le projet en ces termes : « Comparer l'empreinte moyenne de la consommation liée au mode de vie des citoyens les plus riches et les plus pauvres dans un certain nombre de pays ». Ici encore, les émissions sont liées au « mode de vie » ; la façon dont nous vivons génère

des émissions qui relèvent de notre responsabilité individuelle. En fait, l'étude affirme que 64 % des émissions totales sont entièrement imputables à la "consommation", le reste étant vaguement attribué aux « gouvernements, aux investissements (par exemple dans les infrastructures) et au transport international ».

Pourtant, une question se pose : l'"empreinte" d'un consommateur individuel est-elle entièrement la sienne ? La différence entre les humains et les autres organismes est qu'aucun autre organisme ne monopolise les moyens de production et n'oblige certains de ces organismes à travailler pour de l'argent.

Si nous voyions un ours privatiser les moyens de production de poissons et obliger les autres ours à travailler pour lui, nous en concluons immédiatement que quelque chose a mal tourné dans cet écosystème. Mais c'est ce que les humains font à d'autres organismes humains. Les humains organisent l'accès aux ressources (et la consommation) via des systèmes de contrôle et d'exclusion par classes.

Les analyses d'empreinte ne sont pas seulement façonnées par une vision écologique selon laquelle « tous les humains sont de simples consommateurs d'organismes », mais aussi par une théorie économique plus

hégémonique qui suggère que ce sont les consommateurs qui dirigent l'économie par leurs choix et leurs décisions.

La théorie de la souveraineté du consommateur suppose que les producteurs sont captifs des demandes des consommateurs, voire qu'ils ne font que répondre à ces derniers – plutôt que ce qui est en fait le cas : la production contraint les choix de consommation. Une grande partie de la consommation (comme la conduite automobile) n'est pas un "choix" mais une nécessité de la reproduction sociale (se rendre au travail).

En outre, lorsque nous choisissons des produits de base, nous ne pouvons choisir que ceux dont la production est rentable en premier lieu. Une contradiction des produits « écologiquement durables » (avec des empreintes plus faibles) est qu'ils sont souvent plus chers.

La véritable question que l'on doit se poser est la suivante : qui, selon nous, détient le véritable pouvoir sur les ressources économiques de la société ? La théorie de la souveraineté du consommateur suggère que ce sont les préférences des consommateurs qui déterminent en fin de compte les décisions de production – le pouvoir est diffus et éparpillé entre les consommateurs individuels. Mais en fait, le pouvoir sur l'économie n'est

pas diffus, mais concentré entre les mains de ceux qui contrôlent les ressources productives.

L'idéologie de l'empreinte intériorise l'ancienne vision du pouvoir diffus des consommateurs. L'un des principaux analystes de l'inégalité des émissions de carbone, Kevin Ummel, révèle que c'est exactement la façon dont il imagine la relation de cause-à-effet : « L'objectif est de faire remonter les émissions jusqu'aux choix de consommation des ménages qui ont finalement conduit à leur production. »

L'intuition centrale de l'analyse de l'empreinte écologique est que les choix de consommation – c'est-à-dire les modes de vie – sont à l'origine de la crise écologique. La conclusion est claire : une politique de moindre consommation.

Comme le dit l'ouvrage cité plus haut, « Nous vivons dans un monde qui rétrécit. La conclusion inéluctable est que nous devons apprendre à vivre une vie de qualité avec moins. »

Alors que tout l'intérêt de l'analyse de l'empreinte écologique est de révéler les impacts environnementaux cachés intégrés dans la consommation, d'autres chercheurs ont cherché une base plus authentique pour la politique environnementale dans une

relation vécue directe avec l'environnement.

L'environnementalisme des moyens de subsistance et les communautés marginalisées

L'idéologie de l'empreinte écologique a rendu la politique des gains matériels inadmissible pour ceux qui gagnent leur vie grâce aux produits de base. Puisque les modes de vie des consommateurs sont associés à une empreinte écologique, plus de consommation signifie plus de destruction écologique.

Poussée à l'extrême, toute demande de classe pour, par exemple, des salaires plus élevés, signifierait nécessairement une "empreinte" plus importante. La politique environnementale est devenue – par conception – une politique de limites et de moins. Ainsi, l'objectif principal de la politique environnementale s'est déplacé vers l'examen des types de relations qui pourraient être construites sur le terrain de la valeur d'usage – isolées du capitalisme et de la société marchande.

Cela explique la montée de l'environnementalisme de type « Small is Beautiful » dans les années 1970, qui célébrait tout ce qui était local, à petite échelle, et basé sur des relations de travail coopératives

directes en face à face avec une technologie minimale (et “appropriée”). Cette forme de politique promettait ce qu’Erik Olin Wright appelait « l’évasion du capitalisme », ou des projets dont le but est de « créer notre propre micro-alternative dans laquelle vivre et s’épanouir ». Si les modes de vie des consommateurs étaient à blâmer, une politique environnementale authentique ne pouvait se construire qu’en se séparant de cette société de marchandises de masse.

De nombreux radicaux de la Nouvelle Gauche ont vu les limites des communes « Small is Beautiful » et de la forme de politique de style de vie « Whole Earth Catalog ». Pour un ensemble d’universitaires concernés par la politique radicale, combiner l’intérêt pour les demandes matérielles (c’est-à-dire la classe) avec l’écologie signifiait se concentrer sur les luttes en marge de la société marchande mondiale.

Les universitaires radicaux ont cherché une politique écologique sur le terrain de la valeur d’usage : ceux qui s’approprient directement leurs moyens de subsistance de la nature ou ceux dont la propre valeur d’usage de la force de travail – la santé corporelle – était directement mise en danger par la pollution. Ainsi, les deux approches radicales les plus populaires de la

politique écologique dans le monde universitaire étaient centrées sur deux approches : l’écologie politique et la justice environnementale.

Une sous-discipline de l’écologie politique est apparue dans les années 1970 et 1980 comme une ramification marxiste des études agraires. Elle visait à situer les luttes des populations rurales pauvres (paysans, peuples indigènes, etc.) pour la terre, les ressources et la dégradation de l’environnement dans un cadre politico-économique marxiste.

Land Degradation and Society de Piers Blaikie et Harold Brookfield a cherché à analyser la « dialectique en constante évolution entre la société et les ressources foncières, ainsi qu’au sein des classes et des groupes de la société elle-même ». Le point de départ de leur analyse était la catégorie du « gestionnaire des terres » – généralement un ménage paysan ayant un certain degré de contrôle sur les « valeurs d’usage » telles que la terre et la subsistance.

L’ouvrage *Liberation Ecologies* (édité par Richard Peet et Michael Watts) est emblématique de cette approche. Son édition de 1996 a été rapidement suivie d’une deuxième édition en 2004, avec des cas révisés et nouveaux. Les cas sont tous centrés sur des luttes locales pour la terre et les ressources : la dégradation des sols en Bolivie, la

déforestation à Madagascar, le mouvement des Chipko qui s'accrochent aux arbres en Inde.

Un aspect très perspicace de cette approche est sa position critique à l'égard d'une sorte d'environnementalisme impérial – qui tente d'imposer des idées de nature vierge d'une manière qui déplace les communautés locales. L'objectif était de montrer souvent que la dégradation des terres, comme la déforestation ou l'érosion des sols, ne devait pas être imputée aux paysans eux-mêmes, mais à des processus plus larges de marginalisation engendrés par les flux mondiaux de marchandises et les formes de contrôle de l'État.

Le point central de ce travail a été centré sur le concept de moyens de subsistance – les communautés qui tiraient leur subsistance directement de la terre dans une certaine mesure. Compte tenu de la dynamique du capitalisme néolibéral mondial, le principal résultat de recherche de cette approche est la dépossession des communautés locales de leurs stratégies traditionnelles de subsistance.

Marx appelait ce processus « accumulation primitive », mais lorsque David Harvey a inventé le terme « accumulation par dépossession », une nouvelle vague de recherche a émergé pour se

concentrer sur les multiples processus de dépossession des cultures et des communautés basées sur la terre dans le monde entier.

La recherche écologique dans cette veine signifiait donc la recherche parmi les communautés et les cultures locales qui résistent à la lente engloutissement des sociétés paysannes et autres sociétés traditionnelles dans un système capitaliste mondial de marchandises. Cependant, comme le capitalisme se définit lui-même par le fait que la majorité de la population est déjà dépossédée des moyens de production, ces recherches sont restées axées sur les marges et la périphérie de l'économie mondiale.

L'autre littérature académique radicale extrêmement populaire est la justice environnementale. La justice environnementale suggère également qu'une expérience vécue directe de l'environnement est une base essentielle de la lutte environnementale – dans ce cas, l'exposition incarnée aux risques toxiques et à la pollution. Les valeurs d'usage menacées ici comprennent l'eau, l'air et, bien sûr, cette valeur d'usage essentielle qu'est la force de travail corporelle.

Dans une société industrielle, l'infrastructure et les déchets de l'industrialisation sont situés dans des

communautés marginalisées, souvent de couleur. En tant que telle, la justice environnementale examine les injustices à l'intersection de la race et de la classe et les luttes pour les surmonter.

Trouvant ses racines dans le mouvement des droits civiques, la justice environnementale est apparue pour s'attaquer à la répartition inégale de la pollution toxique déversée dans les communautés de couleur à travers les États-Unis. En 1983, les résidents noirs du comté de Warren, en Caroline du Nord, ont utilisé des tactiques de désobéissance civile pour lutter contre l'implantation d'une décharge de déchets toxiques contenant des PCB.

En 1987, la Commission de l'Église unie du Christ sur la justice raciale a publié un rapport intitulé *Toxic Waste and Race in the United States* (Déchets toxiques et race aux États-Unis) détaillant les recoupements statistiques entre les groupes raciaux marginalisés et les déchets toxiques et autres risques environnementaux.

En 1991, des peuples indigènes, des dirigeants afro-américains et d'autres personnes ont organisé le premier sommet national des peuples de couleur sur le leadership environnemental, déclarant que « pour commencer à construire un mouvement national et international de tous les peuples de couleur afin de

lutter contre la destruction et l'appropriation de nos terres et de nos communautés, nous rétablissons notre interdépendance spirituelle avec le caractère sacré de notre Terre Mère ».

En février 1994, le président Clinton a adopté un décret « pour traiter de la justice environnementale dans les populations minoritaires et les populations à faible revenu. »

Ce récit historique est souvent destiné à expliquer la montée en puissance du mouvement pour la justice environnementale (bien que je m'interroge ci-dessous sur le succès de ce mouvement). L'orientation politique sous-jacente est que ce sont ces communautés marginalisées elles-mêmes qui devraient diriger les mouvements environnementaux contre les entreprises qui les empoisonnent, elles et leurs communautés. C'est leur expérience matérielle directe de la pollution et de la toxicité qui leur confère ce statut politique particulier.

De même, comme les luttes pour la justice environnementale ont informé le mouvement pour le climat, ce dernier considère également les communautés marginalisées « de première ligne » comme les acteurs clés de la lutte pour le climat. Comme l'écologie politique, il s'agit souvent des paysans, des peuples indigènes et des autres communautés les plus

menacées par le changement climatique (par exemple, les pêcheurs côtiers, les agriculteurs exposés à la sécheresse, etc.)

Mais comment la politique de justice environnementale peut-elle construire une solidarité avec la majorité des personnes qui sont totalement englouties dans la société marchande, mais qui ne sont pas exposées à une menace apparente de pollution toxique ?

Les limites de l'environnementalisme

La montée du mouvement écologiste survient à un moment de défaite historique pour la gauche. Il est temps de se demander si ses politiques sont symptomatiques de cette défaite. Le premier défaut majeur est ancré dans sa compréhension de la responsabilité de classe de la crise écologique.

La forme de politique informée par l'analyse de l'empreinte écologique adopte une approche politique qui rend tous les consommateurs responsables de la crise écologique. Il est difficile de voir comment une stratégie politique peut gagner si sa solution est d'exiger une restriction supplémentaire de la consommation d'une classe qui lutte contre la stagnation des salaires depuis près d'un demi-siècle. Comment compte-t-

elle attirer les travailleurs à sa cause si son principal message est d'accepter une nouvelle austérité ?

L'empreinte écologique présente une analyse où tous les impacts peuvent être retracés jusqu'aux organismes (les humains) qui tirent des propriétés utiles de ces ressources (les consommateurs). Mais c'est un point de vue qui interprète l'équation du pouvoir dans l'ordre inverse. En rendant les consommateurs entièrement responsables de leur "impact" de consommation, cette perspective ignore le rôle essentiel du capital, qui limite à la fois le type et la quantité de biens mis sur le marché.

L'essence qui se trouve dans votre réservoir est passée entre les mains d'innombrables personnes à la recherche de profits – consultants en technologie d'exploration pétrolière, sociétés de production, entreprises de services de forage, sociétés de pipelines, exploitants de stations-service – et pourtant, c'est vous qui êtes responsable de l'"empreinte", simplement parce que vous avez appuyé sur l'accélérateur, ce qui a entraîné des émissions ?

En matière de consommation, chaque produit de base a des utilisateurs et des profiteurs tout au long de la chaîne : nous devrions faire porter l'essentiel de la responsabilité sur ceux qui profitent de la production, et non

sur les personnes qui répondent à leurs besoins. Il ne s'agit pas d'un calcul moral, mais plutôt d'une évaluation objective de ceux qui détiennent le pouvoir le long de ces chaînes de production.

Bien sûr, nous ne voulons pas ignorer complètement la responsabilité de ces quelques consommateurs fortunés qui achètent des voitures énergivores, mangent du steak deux fois par semaine et prennent l'avion de façon excessive. Mais pourquoi nous concentrons-nous uniquement sur leur consommation comme étant la zone appropriée de responsabilité et de politique ? Il serait plus judicieux de se demander comment ces consommateurs sont devenus si riches en premier lieu. Pourquoi ces activités professionnelles – ces choix – ne font-elles pas l'objet d'une critique et d'une préoccupation politiques similaires ?

Prenons le problème du changement climatique. Les travaux de Richard Heede attribuent 63 % de toutes les émissions historiques de carbone depuis la révolution industrielle à quatre-vingt-dix sociétés privées et d'État – ce qu'il appelle « les majors du carbone », la classe de capitalistes qui extraient le combustible fossile et le vendent pour faire du profit.

Mais les capitalistes responsables du changement climatique sont bien plus

nombreux que cela. De vastes quantités de capital industriel dépendent de la consommation de combustibles fossiles – les plus importantes sur le plan climatique sont le ciment (responsable de 7 % des émissions mondiales de carbone), l'acier, les produits chimiques et d'autres formes de production à forte intensité de carbone.

Selon l'Agence d'information sur l'énergie, le secteur industriel consomme plus d'énergie dans le monde que les secteurs résidentiel, commercial et des transports réunis. Si l'on inclut les émissions liées à la consommation d'électricité, le secteur industriel dépasse tous les autres (y compris l'agriculture et le changement d'affectation des terres) avec 31 % des émissions mondiales.

De nombreux critiques sociaux qualifieraient l'attention portée aux usines et aux « points de production » industriels de désespérément orthodoxe, mais pour le changement climatique et d'autres problèmes écologiques, ils restent le ventre de la bête.

Le deuxième défaut majeur est le recul académique de la politique du style de vie au profit de l'environnementalisme des moyens de subsistance. Cela a moins à voir avec la question de savoir qui est à blâmer qu'avec celle de savoir où, dans la

société, on situe les luttes environnementales authentiques.

Ici, le problème est une focalisation politique sur la marginalité qui ne produira pas un mouvement de plus grande envergure. L'écologie politique fait une fixation sur les luttes contre la dépossession dans les zones rurales, y compris la résistance indigène et paysanne.

Toute personne décente soutiendrait également ces mouvements pour la justice et l'autodétermination, et nous ne pouvons pas minimiser l'importance de ces luttes. Je m'interroge simplement sur la manière dont ces luttes pourraient construire un type de pouvoir social capable de s'attaquer au capital, qui est responsable de la dépossession et de la pollution en premier lieu.

Le trait caractéristique du capitalisme est que la grande majorité est arrachée aux conditions naturelles de la vie – ceux qui ne sont pas encore déposés sont par définition marginaux pour le système dans son ensemble. En plaçant l'expérience directe de la subsistance des ressources environnementales comme seule base de la politique, vous limitez sévèrement le type de base politique que vous pouvez construire.

On peut aussi légitimement soulever des questions stratégiques sur le

succès du mouvement en matière de justice environnementale. Il est instructif d'examiner les réflexions de certains chercheurs et activistes de l'intérieur sur le mouvement. Dans l'année qui a suivi le décret historique de Clinton, Benjamin Goldman – un analyste de données pour le célèbre rapport Toxic Waste and Race de 1987 – a soutenu que le pouvoir réel du mouvement de justice environnementale était comparable à « un moucheron sur le derrière d'un éléphant ».

Il a actualisé les données du rapport de 1987 pour montrer que « malgré l'attention accrue portée à la question, les personnes de couleur aux États-Unis sont aujourd'hui encore plus susceptibles que les Blancs de vivre dans des communautés où se trouvent des installations commerciales de déchets dangereux qu'il y a dix ans. »

Vingt-cinq ans plus tard, Pulido, Kohl et Cotton arrivent à une conclusion similaire et dénoncent prudemment l'"échec" de la justice environnementale. Ils déclarent carrément : "... les communautés pauvres et les communautés de couleur sont toujours surexposées aux dommages environnementaux ».

Pour Goldman, la célébration de la politique de justice environnementale passe à côté du contexte plus large de la défaite politique :

« ...[Alors] que les progressistes ont applaudi l'émergence du mouvement de justice environnementale, nous avons assisté à une période d'intensification des inégalités des plus terribles et, en fin de compte, à un triomphe historiquement significatif pour les dirigeants du capital transnational qui ont consolidé leur pouvoir, leur fortune et les libertés mondiales. »

Goldman conclut que pour que le mouvement pour la justice environnementale puisse contrer le pouvoir des entreprises, il devrait "... élargir sa base populiste pour inclure des intérêts plus diversifiés ".

Pourtant, l'attrait du mouvement pour la justice environnementale pour de nombreux progressistes est, bien sûr, qu'il représente une lutte parmi les groupes les plus pauvres et marginalisés de la société capitaliste – les communautés de couleur à faible revenu.

Encore une fois, ces luttes sont extrêmement importantes et ne doivent pas être ignorées. Mais pour que les luttes pour la justice environnementale gagnent, elles doivent trouver un moyen de construire un mouvement environnemental plus large avec une

base capable de s'attaquer aux entreprises responsables de l'empoisonnement des communautés locales. Jusqu'à présent, nous avons eu tendance à valider la supériorité morale de ces luttes, sans nous demander stratégiquement comment elles pourraient construire le pouvoir nécessaire pour surmonter leur situation.

Pulido et al. soulèvent la question de l'État. Si l'État fait souvent preuve d'un intérêt de pure forme pour les questions de justice environnementale, il ne parvient pas toujours à faire appliquer les réglementations qui amélioreraient directement la vie des gens. Ils plaident pour une stratégie plus conflictuelle :

« Au lieu de considérer l'État comme un auxiliaire ou un partenaire, il faut le considérer comme un adversaire et le défier directement... Il ne s'agit pas d'être respectable, reconnu et inclus. Il s'agit d'élever l'enfer à la fois pour les pollueurs et les agences qui les protègent. »

Dans le contexte de la mainmise néolibérale de l'État (et de Trump), c'est évidemment la bonne stratégie. Mais, à long terme, le mouvement de justice environnementale pourrait également réfléchir à une stratégie

plus large qui pourrait construire un pouvoir populaire de gauche au sein même de l'État (plus d'informations à ce sujet dans la partie 3). Une telle politique devrait aller au-delà de la marginalité et s'adresser à ce que Goldman appelle les « intérêts divers ».

En résumé, le style de vie et son rejeton, l'environnementalisme de subsistance, sont apparus à une époque où la crise environnementale n'a fait qu'empirer et où la capacité du capital privé à nuire à l'environnement s'est considérablement accrue. Leurs stratégies politiques sont inefficaces. Nous allons maintenant diagnostiquer cette inefficacité en termes historiques et de classe plus explicites.

Partie 2. "Dépassement" : Les fondements de classe de l'environnementalisme

Le mouvement environnemental est apparu pendant une période de crise et de restructuration dans les années 1960 et 1970. Alors que la politique anticapitaliste s'en prenait historiquement à l'inégalité et à la pauvreté du système, dans les années 1970, les commentateurs de gauche et de droite s'accordaient à dire que le

capitalisme était confronté à un nouveau problème : la richesse. Nous en avons tout simplement trop.

L'augmentation des niveaux de consommation – eux-mêmes le produit des victoires de la classe ouvrière – était désormais un problème. Au milieu des années 70, le jeune Alan Greenspan affirmait que la crise économique était due à des attentes sociétales trop "ambitieuses" : « Les gouvernements se sont fermement engagés à réduire les inégalités sociales à l'intérieur et à l'extérieur du pays et à atteindre un niveau de vie toujours plus élevé.

Bien que moralement et socialement louables, ces engagements se sont avérés trop ambitieux en termes économiques – tant dans ce qu'ils ont effectivement tenté de réaliser que dans les attentes qu'ils ont suscitées dans le public. »

Il a poursuivi en suggérant que ce public doit s'adapter à de nouveaux « objectifs réalistes » et que « les niveaux de revenus seront plus faibles et la croissance possible des niveaux de vie sera réduite. » La société avait "dépassé" les attentes raisonnables. La solution ? L'austérité, ou une politique du moins.

D'un point de vue politique bien différent, une grande partie de la « Nouvelle Gauche » a également

orienté sa critique vers les problèmes d'une société de l'abondance et de la marchandise. Herbert Marcuse a défini « la domination pure... comme l'administration, et dans les zones sur-développées de consommation de masse, la vie administrée devient la bonne vie pour l'ensemble...". »

Guy Debord affirme que « le spectacle diffus accompagne l'abondance des marchandises » et que la marchandise a « réussi à coloniser totalement la vie sociale. »

Le théoricien critique William Leiss a soutenu que les modes de vie de la consommation ne satisfaisaient pas les besoins humains fondamentaux : « Ce cadre promet un mode de vie qui dépend d'un niveau de consommation de biens matériels qui augmente sans cesse... [dans lequel] les individus sont amenés à mal interpréter la nature de leurs besoins. »

Christopher Lasch a caricaturé le « culte de la consommation » américain et la « propagande des marchandises » d'une manière qui a directement influencé le discours, dit de "malaise", du président Jimmy Carter dans lequel il affirmait que les Américains « ont tendance à adorer l'auto-indulgence et la consommation. » La plupart des gens s'accordent à dire que ce discours exhortant les Américains à réduire

leurs dépenses a ouvert la voie à Reagan.

Ces critiques de l'abondance sont arrivées à un drôle de moment au cours d'une décennie où les travailleurs américains étaient attaqués. Comme l'explique l'historien Daniel Horowitz, « la plupart des Américains ont vécu [les années 1970] comme une période de souffrance économique... la grande majorité des familles de la nation ont vu leurs revenus réels diminuer ».

Les sondages indiquent que l'augmentation du coût de la vie est la première préoccupation des Américains (dans une décennie où les préoccupations ne manquent pas). Dans un contexte où la classe ouvrière se battait pour s'offrir les éléments de base de la vie, beaucoup, à gauche comme à droite, leur disaient qu'ils en avaient déjà trop.

Les Verts du monde entier l'ayant emporté, il est devenu évident qu'il était temps de « faire plus avec moins » ; il était temps de réduire les dépenses publiques, les avantages syndicaux et le budget des ménages.

La critique de l'abondance et de la "surconsommation" a parfaitement coïncidé avec la montée du mouvement écologiste, précisément au même moment. Tout comme Greenspan, le rapport Limites de la

croissance publié en 1972 par le Club de Rome annonçait une nouvelle réalité à laquelle la société devait s'adapter : « l'homme est contraint de tenir compte des dimensions limitées de sa planète ».

Paul Ehrlich a d'abord claironné le malthusianisme le plus grossier dans *The Population Bomb*, mais quelques années plus tard, en 1974, il a publié avec sa femme *The End of Affluence*, arguant que la société de consommation de masse avait dépassé sa base matérielle.

L'un des textes les plus influents est *Overshoot* de William Catton, qui explique comment l'utilisation des ressources humaines a "dépassé" la capacité de charge de la Terre et que la mort massive est imminente. Les politiques environnementales se sont développées et étendues précisément pendant la période de restriction néolibérale. Elle a souscrit à ce que Leigh Phillips appelle une « écologie d'austérité » – une politique de limites, de réduction de la consommation et de diminution de notre impact – réduire, réutiliser, recycler.

C'est dans ce contexte que s'enracine l'étrange division entre une politique « de classe » et une politique "environnementale". En tant que « nouveau mouvement social », l'environnementalisme a rejeté une

politique ancrée dans les intérêts matériels comme étant désespérément liée au matérialisme creux de la société marchande.

Alors qu'une politique de classe consistait toujours à offrir une vision d'un bien-être global accru, la politique écologique est devenue une politique du moins. André Gorz a développé un point de vue explicitement écosocialiste centré sur le moins : « La seule façon de vivre mieux est de produire moins, de consommer moins, de travailler moins, de vivre autrement. »

Au fil des ans, les politiques de classe et d'environnement se sont constamment affrontées dans le débat « emplois contre environnement ». Ce sont les bûcherons de la classe ouvrière qui se sont opposés à la protection de la chouette tachetée ou à la restauration des remontées de saumon dans le fleuve Columbia.

Comme le raconte Richard White, l'autocollant « Êtes-vous un écologiste ou travaillez-vous pour vivre ? » est devenu populaire dans les communautés rurales de la classe ouvrière.

Si de nombreuses personnes de la classe ouvrière étaient effectivement hostiles à l'environnementalisme des élites, cela allait dans les deux sens. Les politiciens verts reprochaient

également aux travailleurs privilégiés leur consommation. Rudolph Baro, du parti des Verts en Allemagne, a déclaré sans ambages : « La classe ouvrière ici [en Occident] est la classe inférieure la plus riche du monde.... Je dois dire que la classe ouvrière métropolitaine est la classe la plus exploitée de l'histoire. »

De nombreuses parties de la gauche écologique appellent aujourd'hui encore à une politique du moins. En 2018, la *New Left Review* a publié un article de Troy Vettese qui plaide en faveur de l'austérité – ou de ce qu'il appelle « l'éco-austérité égalitaire » qui vise à répartir équitablement moins de choses. L'article préconise, entre autres, de céder la moitié de la planète à la nature sauvage – une idée qu'il emprunte au sociobiologiste E.O. Wilson –, le véganisme universel et un plan abstrait de rationnement énergétique mondial par habitant.

Le courant le plus populaire de l'éco-gauche aujourd'hui est peut-être le programme de "décroissance", défini dans une compilation récente comme « une réduction équitable de la production et de la consommation qui réduira la consommation d'énergie et de matières premières des sociétés ».

Les partisans de la décroissance s'empressent d'insister sur le fait qu'ils ne veulent pas que cela apparaisse comme une politique du

“moins” parce qu'ils appellent à la redistribution de moins de choses de manière plus égale et demandent plus de ressources immatérielles comme le temps, la communauté et les relations.

Pourtant, l'obsession de ce programme pour la production matérielle globale et la croissance du PIB – elle-même une construction statistique qui masque précisément qui bénéficie de la croissance dans une économie capitaliste – ne tient pas compte du fait que la grande majorité des personnes dans les sociétés capitalistes ont également besoin de plus de biens matériels.

L'expérience de la période néolibérale a été définie pour la plupart par la stagnation des revenus/salaires, l'augmentation de la dette, l'érosion de la sécurité de l'emploi et l'allongement des heures de travail. En centrant l'ensemble de son programme politique sur le préfixe “de” et le discours sur les “réductions”, la décroissance a peu de capacité à répondre aux besoins de la grande majorité des travailleurs ravagés par l'austérité néolibérale.

Une analyse de classe serait toujours fondée non pas sur l'agrégat de la société (et sur la nécessité ou non de croître ou de décroître), mais plutôt sur les divisions de classe conflictuelles où quelques-uns ont beaucoup trop et la majorité trop peu.

Comment expliquer le lien entre l'écologie et une politique du moins ? Une chose qui unit ces perspectives d'austérité – d'Alan Greenspan à la décroissance – est qu'elles émergent d'une formation de classe spécifique mentionnée plus haut, « la classe professionnelle-managériale », et que j'appellerai, pour simplifier, la classe professionnelle.

Cette formation de classe s'est rapidement développée dans l'après-guerre grâce à l'expansion spectaculaire de l'enseignement supérieur. Ce sont des universitaires radicaux, des spécialistes des sciences naturelles, des gestionnaires d'organismes sans but lucratif, des fonctionnaires, des journalistes et d'autres professionnels qui concluent que les modes de vie modernes sont responsables de notre crise écologique.

Ironiquement, c'est la sécurité matérielle relative de la classe professionnelle qui induit cette conviction plutôt culpabilisante que « nous tous », consommateurs, sommes à l'origine du problème.

La classe professionnelle : Connaître la crise environnementale

En 1976, le concept controversé de Barbara et John Ehrenreich de « classe

professionnelle-managériale » était une tentative de prendre en compte l'augmentation spectaculaire des professions dites de cols blancs dans une économie du savoir de plus en plus postindustrielle.

D'une part, ils tentaient de prendre en compte le rôle central du « radicalisme de la classe moyenne » dans l'élaboration de la politique de la « Nouvelle Gauche » en vogue à l'époque. De manière plus générale, ils affirmaient que « l'énorme expansion de l'enseignement supérieur » avait créé « une nouvelle strate de salariés éduqués... impossible pour les marxistes de l'ignorer ».

Ils ont lancé un débat parmi de nombreux marxistes sur la façon de théoriser la localisation de classe de ces travailleurs du savoir. Compte tenu de leur manque de propriété des moyens de production – et de leur dépendance vis-à-vis des salaires pour survivre – André Gorz et Serge Mallet les ont appelés la « nouvelle classe ouvrière ».

Nicos Poulantzas les a appelés la « nouvelle petite bourgeoisie » et a soutenu que les clivages de classe traditionnels entre les travailleurs intellectuels et manuels s'appliquaient. Erik Olin Wright a soutenu que nous devrions reconnaître les « positions de classe contradictoires » de nombreuses professions libérales.

Quelle que soit la façon dont nous les théorisons, un point essentiel est que la classe professionnelle est une minorité de la population. Kim Moody estime que les professionnels représentent 22 % de la population active aux États-Unis (14 % supplémentaires sont classés dans la catégorie des “managers”). Il affirme que la classe ouvrière en représente 63 %.

Je n’ai pas l’intention de résoudre ces débats théoriques ici. Pour ce qui me concerne, je veux souligner la centralité de la connaissance, et plus largement, des diplômés, dans la vie de la classe professionnelle.

Poulantzas l’explique en termes d’éducation et d’élaboration d’une “carrière” : « le rôle de ces niveaux d’éducation est bien plus important pour la circulation au sein de la nouvelle petite bourgeoisie (la “promotion” de ses agents, et leurs “carrières”, etc.), que pour la classe ouvrière. »

La centralité des diplômés signifie que la classe professionnelle ne souscrit pas seulement au mythe de la “méritocratie”, mais qu’elle élève également la capacité individualisée à avoir un impact sur le monde – que ce soit en termes de réalisation d’une “carrière” ou de réduction vertueuse de votre empreinte carbone.

Les niveaux d’éducation et les diplômés sont non seulement au cœur des expériences de vie de la classe professionnelle, mais ils servent également de billet d’entrée pour une aspiration plus matérielle à une vie de « classe moyenne » avec des voitures, une maison, des enfants et une sécurité financière.

Pourtant, alors que la classe professionnelle aspire à ces aspects banals de la sécurité de la classe moyenne, elle est souvent simultanément méprisée par celle-ci. Grâce à l’éducation de l’élite, de nombreux membres de la classe professionnelle en viennent à réfléchir profondément à l’aliénation et à la destruction inhérentes à la société de la marchandise de masse. Cette culpabilité repliée sur elle-même est souvent à l’origine de la politique de la classe professionnelle.

La politique de l’écologie a émergé de cette classe professionnelle. Dans les années 1960, le mouvement écologiste proposait non seulement un type particulier de politique contre la destruction de l’environnement, mais aussi un mode de critique qui place la connaissance et la science au cœur de la lutte.

Aujourd’hui, c’est fondamentalement la façon dont la politique climatique est présentée – une bataille entre ceux qui “croient” et ceux qui “nient” la

science. Ceci a des racines historiques puisque le mouvement écologiste a toujours placé la connaissance scientifique – les références – au centre de la politique écologique.

En 1972, l'Ecologist a publié un article de couverture intitulé « A Blueprint for Survival », qui revendiquait une politique spécifique d'autorité ancrée dans les références : « Ce document a été rédigé par une petite équipe de personnes qui, à des titres différents, sont toutes professionnellement impliquées dans l'étude des problèmes environnementaux mondiaux. »

Le plus célèbre *Limites à la croissance* de 1972 a également promulgué la même vision de la politique – qu'une équipe de chercheurs peut étudier et donc connaître l'étendue réelle de la crise écologique. L'avant-propos affirme : « Le problème de l'humanité est que l'homme peut percevoir la problématique, mais, malgré ses connaissances et ses compétences considérables, il ne comprend pas les origines, la signification et les interrelations de ses nombreuses composantes et est donc incapable de concevoir des réponses efficaces. »

Le principe central de ces systèmes de connaissances écologiques est une analyse ancrée dans la relationnalité – ou l'affirmation, comme l'a dit Barry

Commoner, « tout est lié à tout le reste. »

Bien que les premières études écologiques ne visaient qu'à étudier les relations entre les organismes non humains, le mouvement écologique s'est fondé sur l'affirmation que les humains doivent être étudiés dans leurs relations profondes avec le monde naturel.

Un texte écologique classique des années 1970, *Ecology and the Politics of Scarcity* de William Ophuls, expose le cœur d'une critique écologique de « notre mode de vie » :

« .Nous devons apprendre à travailler avec la nature et à accepter les compromis écologiques fondamentaux entre la protection et la production... Cela exigera nécessairement des changements majeurs dans notre vie... car le message essentiel de la limitation écologique est le suivant : il y a une limite à ce que la biosphère peut supporter et à ce qu'elle peut donner, et cette limite peut être inférieure à ce que nous désirons..... »

Si nous connaissions les interrelations profondes de nos impacts sur la biosphère, nous comprendrions vraiment la nécessité de la limitation. En se concentrant sur « notre vie », il est clair qu'il pense

que les limites devraient être placées : les modes de vie des consommateurs.

Une politique basée sur la “relationnalité” aurait pu facilement relier les points d’une manière qui pointe vers les coupables de la classe capitaliste qui contrôle la production pour le profit. Cette forme d’analyse aurait produit une politique basée sur le conflit et un antagonisme inhérent entre les capitalistes et la masse de la société sur la survie écologique.

Pendant, les connaissances associées aux écologies de l’“interdépendance” ne vont pas dans ce sens. Cette forme de connaissance écologique relationnelle mène directement à l’analyse de l’empreinte écologique examinée plus haut.

Ce tournant vers les modes de vie et la culpabilité mutuelle a facilement convergé avec les efforts du secteur des affaires pour remodeler les souches les plus radicales du mouvement environnemental. Dans le sillage des énormes défis réglementaires posés à l’industrie par les lois sur la pureté de l’air et de l’eau – et de la croyance répandue dans le public que les entreprises étaient à l’origine de la crise environnementale – les entreprises ont conçu des efforts massifs de relations publiques pour verdir leur image. L’historien Joe Conley explique :

« Les objectifs de ces programmes allaient du détournement des critiques sur les impacts environnementaux et de la prévention de nouvelles lois environnementales à la promotion d’alternatives volontaires à la réglementation et à la conquête de parts de marché parmi les consommateurs soucieux de l’environnement. »

De plus, certaines entreprises ont activement promu l’idée que la gestion de l’environnement devrait être la responsabilité du consommateur individuel – et non de l’industrie. Ainsi, le recyclage est peut-être l’exemple le plus représentatif de l’action des consommateurs.

L’historien Ted Steinberg raconte comment des groupes industriels, comme les fabricants de bière et de boissons gazeuses, ainsi que les entreprises d’aluminium et de plastique, se sont organisés pour faire échouer un projet de loi national sur les bouteilles qui aurait obligé l’industrie à payer le coût du recyclage.

Ils préfèrent les programmes de recyclage municipaux publics qui confient aux ménages individuels la responsabilité de trier et de recycler leurs déchets. Plus pernicieusement,

ils ont vigoureusement promu l'idée que les consommateurs individuels étaient eux-mêmes la cause de la pollution. Il cite un responsable de l'American Plastics Council déclarant : « Si j'achète un produit, c'est moi qui pollue. Je devrais être responsable de l'élimination de l'emballage ». C'est la logique des « empreintes écologiques » transposée aux bouteilles en plastique.

Poulantzas a soutenu que la classe professionnelle – ou la « nouvelle petite bourgeoisie » – peut passer d'une position de classe bourgeoise à une position de classe prolétarienne. « Ces groupements petits-bourgeois peuvent souvent "basculer" en fonction de la conjoncture, parfois dans un laps de temps très court, d'une position de classe prolétarienne à une position de classe bourgeoise et vice versa. »

Cette section a fait valoir qu'une grande partie de la classe professionnelle a adapté des stratégies politiques qui s'alignent sur l'insistance du capital sur l'austérité depuis des décennies. Mais Poulantzas insiste sur le fait que « cette "oscillation" ne doit pas être considérée comme une caractéristique naturelle ou essentielle de la petite bourgeoisie, mais fait référence à sa situation dans la lutte des classes. »

À l'heure du renouveau du militantisme ouvrier et de la résurgence des politiques socialistes, à quoi ressemblerait une politique environnementale d'un point de vue ouvrier ?

Partie 3. Politique écologique de la classe ouvrière

Pour que le mouvement écologiste s'étende au-delà de la classe professionnelle et s'établisse sur une base ouvrière, il ne peut pas s'appuyer sur l'austérité, la honte et les solutions individualistes comme piliers. Il ne peut pas non plus mettre autant l'accent sur la connaissance de la science (croyance ou déni). Il doit se mobiliser autour de politiques bénéfiques pour l'environnement qui font appel aux intérêts matériels de la grande majorité de la classe ouvrière embourbée dans la stagnation des salaires, l'endettement et l'insécurité de l'emploi.

Un programme environnemental de la classe ouvrière se concentrerait sur des politiques anti-austérité. Une prémisse pourrait être la suivante : les humains sont des êtres écologiques qui ont des besoins fondamentaux pour reproduire leur vie (nourriture, énergie, logement, soins de santé, amour, loisirs). La dépendance du prolétariat à l'égard de l'argent et des

marchandises pour ces besoins fondamentaux crée des niveaux de stress élevés – et empêche d’énormes pans de la population de les satisfaire.

Au lieu de considérer ces besoins comme une source d’« empreintes » qui doivent être réduites, nous devrions reconnaître que la majorité des personnes dans la société capitaliste ont besoin d’un accès plus important et sécurisé à ces éléments de base de la survie. Pour rendre cela politique, nous devons expliquer comment les besoins humains peuvent être satisfaits grâce aux principes écologiques.

Comme par hasard, Alexandria Ocasio-Cortez, le Sunrise Movement et des groupes de réflexion de la nouvelle gauche comme New Consensus se sont coalisés pour demander un Green New Deal qui, à bien des égards, tente de construire ce type de politique environnementale de la classe ouvrière.

La résolution non contraignante proposée par la représentante Ocasio-Cortez et le sénateur Ed Markey est centrée sur les inégalités et les gains de la classe ouvrière. La résolution met l’accent sur toutes les exigences techniques d’un programme de décarbonation massif, mais offre également à « tous les habitants des États-Unis... un emploi avec un salaire permettant de subvenir aux besoins

d’une famille, des congés familiaux et médicaux adéquats, des vacances payées et la sécurité de la retraite ».

De nombreux penseurs libéraux centristes ont critiqué le Green New Deal parce qu’il intègre des demandes plus larges telles que « Medicare for All » et une garantie d’emploi fédérale alors que l’accent devrait être mis sur le climat et la décarbonisation. C’est tout à fait faux. La clé est de construire un mouvement où des masses de personnes relient les points pour voir que les solutions à toutes nos crises du climat, des soins de santé et du logement nécessitent de construire un pouvoir social de masse pour combattre les industries qui profitent de ces mêmes crises.

Il y a une vision politique admirable derrière le Green New Deal. Mais, pour l’instant, nous n’avons pas le type de mouvement politique qui pourrait réellement la réaliser. Les exigences du Green New Deal nécessitent des concessions massives de la part du capital. Afin d’obtenir de telles concessions, nous devons considérer la classe ouvrière comme une base massive de pouvoir social et chercher à construire ce pouvoir de deux manières principales.

Premièrement, la source la plus évidente du pouvoir de la classe ouvrière est simplement le fait qu’elle représente la majorité de la population

(Moody estime en fait à 75 % si l'on inclut les personnes effectuant des travaux de soins en dehors de la main-d'œuvre formelle).

La gauche a déjà appris qu'un moyen clé de construire un soutien populaire de masse à partir de cette base est d'offrir des programmes basés sur la décommercialisation des besoins de base. De nombreux penseurs écologistes radicaux mettent l'accent sur la résistance à la marchandisation de la nature – ou sur la prévention de l'intégration de nouveaux environnements “frontaliers” dans les circuits du capital.

Une politique écologique de la classe ouvrière devrait se concentrer sur l'inverse de cela : au lieu de résister à l'entrée de la nature dans le marché, nous pouvons nous battre pour extraire du marché les choses dont les gens ont besoin. Plutôt que de se concentrer sur ceux qui ont une « valeur d'usage » directe ou une relation de subsistance avec l'environnement, cette politique considère la dépendance de la classe ouvrière aux marchandises comme une source clé d'insécurité et d'exploitation.

La récente montée en puissance des politiques électorales socialistes au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans d'autres pays a montré que ce type d'appel aux besoins fondamentaux des

gens peut être extrêmement populaire dans des sociétés ravagées par l'inégalité et la précarité.

Un programme de décommercialisation de type Green New Deal n'est pas seulement destiné à faire appel aux intérêts des travailleurs ; il pourrait également avoir des effets écologiques considérables. Les programmes de logements publics gratuits pourraient également intégrer des pratiques de construction écologiques permettant de réduire les factures de chauffage et d'électricité des résidents.

La gratuité des transports publics pourrait modifier fondamentalement la dépendance excessive à l'égard des automobiles et autres modes de transport privatisés. Il n'y a aucune raison éthique pour que nous soyons tous d'accord sur le fait que « les soins de santé sont un droit de l'homme », mais que la nourriture et l'énergie ne le sont pas.

Avec ces derniers, nous nous confrontons aux industries qui sont les principales responsables de notre crise écologique. De plus, ce programme de démarchandisation n'exclut pas les mouvements écologiques traditionnels de préservation ou de conservation de la nature sauvage ou des « espaces ouverts ». C'est une politique de construction et d'élargissement de la

zone de vie sociale où le capital n'est pas autorisé.

La combinaison de la « garantie d'emploi fédérale » du Green New Deal et de la décommercialisation des besoins sociaux pourrait également inclure la demande traditionnelle des travailleurs de gauche pour une semaine de travail plus courte, puisque le nombre total d'heures de travail pourrait être réparti entre moins de travailleurs et que les éléments de base de la vie coûteraient tout simplement moins cher.

Un Green New Deal basé sur la décommercialisation consiste également à déplacer le pouvoir et le contrôle sur les ressources de la société. La partie la plus bénéfique sur le plan écologique de ce programme est qu'il vise à transférer ces industries du secteur privé au secteur public afin que les objectifs environnementaux puissent prédominer sur les profits.

En ce qui concerne le changement climatique, il existe un secteur en particulier qui pourrait devenir un lieu critique de lutte : l'électricité. Un plan rapide de décarbonation nécessitera un programme basé sur « l'électrification de tout », y compris les transports et le chauffage résidentiel et commercial.

Dans le contexte des États-Unis, cela signifie non seulement « verdier » un secteur de l'électricité qui est encore alimenté à 62,9 % par des combustibles fossiles (principalement du gaz naturel et du charbon), mais aussi développer massivement la production d'électricité pour répondre à la demande accrue liée à l'électrification d'autres secteurs. Ce programme nécessitera une lutte massive contre l'industrie des services publics privés appartenant aux investisseurs.

Selon un rapport, ce secteur ne compte que 199 entreprises privées (soit 9 % du nombre total d'entreprises), mais il dessert 75 % des consommateurs d'électricité. Un plan de décarbonation rapide nécessiterait clairement de placer ces 199 entreprises sous contrôle public – et elles ne renonceraient pas à leurs bénéfices garantis sans se battre.

En raison de son statut de « monopole naturel » (il est logique qu'une seule entreprise s'occupe de l'approvisionnement d'un seul réseau), le secteur de l'électricité est déjà soumis à des formes intenses de réglementation et de contrôle publics. En d'autres termes, c'est un secteur plus ouvert à la contestation politique que d'autres.

De plus, puisque l'électricité est absolument centrale à la reproduction sociale – et parce qu'il existe déjà un

réservoir de colère de la classe ouvrière envers les compagnies d'électricité privées pour les tarifs exorbitants et les coupures – il serait facile de construire des campagnes de masse de la classe ouvrière basées à la fois sur la nécessité de décarboner rapidement l'électricité et d'offrir une électricité moins chère, voire gratuite, aux ménages.

Alors que la politique du changement climatique est souvent abstraite – débattre des objectifs de température globale et des parties par million dans l'atmosphère – les masses de travailleurs pourraient facilement comprendre l'électricité gratuite.

Tout programme de décommercialisation et de secteur public soulèvera également la question de savoir comment le "payer". Comme l'ancien New Deal, la réponse doit se concentrer sur les entreprises et les riches. Cela nécessitera une politique antagoniste qui explique qui est réellement responsable de la crise écologique, qui ne soit pas repliée sur elle-même et culpabilisée, et qui ne blâme pas la consommation de la classe ouvrière.

Elle canaliserait la colère de classe déjà existante contre les riches qui sont à l'origine de la crise écologique. Contrairement à l'orthodoxie néolibérale, taxer les riches est

également très populaire parmi la classe ouvrière. Les recherches récentes du politologue Spencer Piston ont révélé des niveaux remarquables de soutien public pour les politiques basées sur ce qu'il appelle le « ressentiment envers les riches. » En réponse à l'appel d'Alexandria Ocasio-Cortez en faveur d'une augmentation des impôts sur les riches pour financer un Green New Deal, un récent sondage a révélé que 76 % des Américains et même une majorité de républicains sont favorables à une augmentation des impôts sur les riches.

La deuxième source majeure de pouvoir de la classe ouvrière n'est pas simplement son nombre, mais sa position stratégique sur le lieu de travail en tant que source de travail soutenant les profits privés et la reproduction sociale publique. La classe ouvrière a la capacité de retirer son travail et d'imposer des concessions au capital par le biais de grèves et d'autres formes de politiques perturbatrices.

L'action perturbatrice de masse peut créer un sentiment de crise plus large, où le capital conclura que « son choix le moins douloureux est d'accepter les demandes des travailleurs pour un climat vivable et la fin de la pauvreté grâce à un New Deal vert ».

La politique écologique a depuis longtemps compris le pouvoir de la perturbation, mais elle le déploie généralement en dehors du lieu de travail d'une manière qui semble antagoniste pour les travailleurs. The Monkey Wrench Gang, d'Edward Abbey, dépeint de manière fictive des activistes mettant leur corps en travers des mines et autres infrastructures et utilisant des outils pour démanteler les machines de destruction écologique.

Dans la réalité, Earth First ! a développé la tactique du « tree sitting » pour bloquer l'exploitation des forêts anciennes. Aujourd'hui, ce que Naomi Klein appelle "Blockadia" décrit les nombreux militants qui bloquent l'expansion des pipelines et d'autres infrastructures de combustibles fossiles comme les centrales électriques au charbon.

Les « tourneurs de vannes », qui utilisent des coupe-boulons et d'autres outils pour accéder aux vannes des oléoducs afin d'arrêter l'écoulement du pétrole ou du gaz, font partie des « gangs de la clé à molette » des temps modernes. Ces militants reconnaissent à juste titre le pouvoir des perturbations de masse pour obtenir des revendications politiques.

Pourtant, l'armée actuelle de militants de l'action directe écologique ne possède qu'une capacité de

perturbation limitée. Ils parviennent à bloquer un oléoduc par-ci, un train de pétrole par-là, mais ne parviennent pas à mettre à mal le complexe massif de combustibles fossiles au centre de la reproduction du capitalisme.

Le mouvement #NoDAPL à Standing Rock a été le plus inspirant et, à bien des égards, le plus réussi. Pourtant, à la suite de l'élection de Trump, l'oléoduc Dakota Access transporte désormais, et parfois même déverse, du pétrole brut fracturé provenant du Bakken.

La politique écologique pourrait-elle séduire les travailleurs capables d'arrêter le capitalisme de l'intérieur ? Pouvons-nous construire ce que Sean Sweeney appelle un « syndicalisme écologique » où les travailleurs considèrent leur lutte contre la direction comme une lutte environnementale ?

Cela pourrait commencer par le simple fait d'établir un lien entre la façon dont les patrons exploitent les travailleurs et l'environnement. Ce lien était beaucoup plus central pour le mouvement environnemental des années 1960. Le syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière, chimique et atomique de Tony Mazzocchi a contribué à imposer la création de l'Administration de la

santé et de la sécurité au travail, qui a été mise en place dans le même but que l'Agence de protection de l'environnement – protéger la vie des capitalistes industriels.

Connor Kilpatrick explique : « Pour Mazzocchi, les produits chimiques qui empoisonnent la base de son syndicat finissent par se répandre dans les communautés à l'extérieur – par l'air, le sol et les cours d'eau. » Bien qu'affaiblis, les syndicats continuent de se battre en ces termes ; en 2015, les grèves des raffineries de pétrole des Métallurgistes unis ont porté en grande partie sur la santé et la sécurité au travail.

On parle beaucoup de l'anti-environnementalisme actuel au sein des syndicats du bâtiment et des secteurs liés au complexe industriel des combustibles fossiles. Plusieurs syndicats ont soutenu les pipelines Keystone et Dakota Access en invoquant la création d'emplois bien rémunérés.

Dans les luttes environnementales, ce sont souvent les travailleurs et le capital qui s'allient contre les militants. Pourtant, les ouvriers du bâtiment et les mineurs de charbon ne représentent qu'une très faible proportion de la main-d'œuvre globale. Il est plus plausible de

regarder en dehors des secteurs les plus sales et les plus destructeurs pour trouver une forme de militantisme ouvrier qui puisse être associée à une politique écologique plus large.

Il y a également des raisons de ne pas concentrer l'action directe uniquement sur l'extraction des ressources rurales (où le mouvement ouvrier est très faible). Il y a une tendance – reproduite par les études d'écologie politique examinées ci-dessus – à croire que la "vraie" lutte pour l'environnement se situe dans les sites ruraux où nous extrayons la matière ou là où les "vrais" paysages naturels sont en péril.

Une politique écologique de la classe ouvrière pourrait également se construire efficacement au sein de ces industries dont l'impact environnemental est très faible. Jane McAlevey a fait valoir de manière convaincante que les secteurs de la santé et de l'éducation devraient être la cible stratégique d'un nouveau mouvement syndical de la classe ouvrière.

Ces secteurs sont la base même de la reproduction sociale dans de nombreuses communautés – et contrairement aux aciéries, ils ne peuvent être délocalisés. Alyssa Battistoni soutient également que ces secteurs de « reproduction sociale » ou de "soins" sont par nature des

secteurs à faible émission de carbone et à faible impact.

L'expansion de ces secteurs devrait être au cœur de l'écologie politique axée sur les "soins" au sens large du terme (pour inclure les écosystèmes et autres systèmes de soutien de la vie). Nombre de ces luttes se déroulent également dans le secteur public qui sera crucial pour le programme de décommercialisation examiné ci-dessus.

L'année dernière, les conseils de McAlevey sont devenus réalité avec la plus grande vague de grèves depuis 1986 – presque toutes confinées au secteur de l'éducation. Conformément au programme préconisé ici, ces grèves visent fondamentalement à lutter contre l'austérité et à améliorer la vie des travailleurs concernés.

La grève des enseignants de Virginie occidentale, par exemple, a entraîné la fermeture de l'institution centrale de la reproduction sociale (les écoles) afin d'obtenir une série de revendications matérielles – notamment la taxation de l'industrie des combustibles fossiles afin de fournir des revenus pour de meilleures écoles. Mais ces grèves visent aussi fondamentalement à améliorer la vie au-delà du lieu de travail.

Les grèves des enseignants ont été décrites comme des « négociations

pour le bien commun » dans lesquelles les revendications articulent une vision plus large de l'amélioration de la vie publique grâce au pouvoir de la classe ouvrière. La récente grève des enseignants unis de Los Angeles a non seulement exigé un meilleur financement des écoles, mais aussi l'augmentation des espaces verts sur les terrains scolaires.

Cette politique largement anti-austérité construite autour du bien commun pourrait facilement être intégrée dans un programme vert plus large basé sur les emplois syndiqués pour créer des infrastructures vertes publiques, des logements et des transports en commun, comme indiqué ci-dessus. Les syndicats des transports publics et les travailleurs du secteur des services publics pourraient également être organisés selon ces principes.

La construction d'un pouvoir écologique par la classe ouvrière – en tant que majorité de la société et dont le travail fait fonctionner l'ensemble du système – pourrait constituer un formidable défi à la domination du capital sur la vie et la survie planétaire.

Pour gagner cette lutte, il faudra commencer par souligner que le besoin de "moins" et de "sacrifices" ne devrait être supporté que par les

riches et les entreprises ; le reste d'entre nous a tant à gagner.

Conclusion

Dans la crise et les transformations de la fin des années 1960 et des années 1970, deux changements majeurs se sont produits. Premièrement, en utilisant la crise comme prétexte, les forces néolibérales se sont consolidées pour faire valoir que les attentes sociétales de l'économie « d'abondance » d'après-guerre avaient dépassé la réalité et que l'austérité était nécessaire pour contrôler les dépenses publiques et le pouvoir des syndicats.

Deuxièmement, une grande partie de la « nouvelle gauche » a été inondée par les nouveaux diplômés des classes professionnelles (eux-mêmes issus de l'expansion sans précédent de l'enseignement supérieur dans l'après-guerre). Cette gauche est également devenue très critique à l'égard de la « richesse » et d'une société de marchandises fondée sur le consumérisme.

Ces deux facteurs ont convergé vers un mouvement écologiste presque entièrement composé de cette classe professionnelle, qui a utilisé des modèles scientifiques pour faire valoir

que la « richesse » et la consommation de la société exigeaient une politique de limites et d'austérité. La méthode quintessenciée de cette perspective est celle de l'empreinte écologique qui, en fin de compte, soutient que ce sont les consommateurs qui sont à l'origine des décisions économiques et de la dégradation de l'environnement.

Au cours de cette période, il est devenu évident qu'une politique écologique signifiait quelque chose de différent d'une politique de classe ; pour dire les choses clairement, l'écologie exigeait une politique du moins, la classe signifiait une politique dépassée du plus. Bien que certains universitaires de la classe professionnelle aient vu une écologie plus radicale dans les intérêts matériels, ils ont supposé qu'une telle politique ne pouvait être formée que sur la base des communautés marginalisées ayant une relation directe de subsistance avec la nature ou la pollution.

Pendant cette même période, le capital n'a fait que consolider son pouvoir et la crise écologique n'a fait que s'aggraver. Pourtant, avec la campagne de Bernie Sanders, d'autres victoires électorales et une insurrection de grèves et de militantisme ouvrier, la gauche renaît pour la première fois depuis des décennies.

Elle est enfin passée du langage de la “résistance” à celui de la construction du pouvoir. La construction d’une politique environnementale efficace n’est pas quelque chose qui doit être conçu de manière spéculative par des organisations à but non lucratif ou des groupes de réflexion activistes. Nous pouvons simplement apprendre du mouvement existant autour de nous.

Que nous nous organisions autour des syndicats, du contrôle des loyers, des soins de santé ou de l’amélioration de l’environnement, dans tous les cas, le capital se bat pour l’arrêter. Comme l’a dit Marx, « Le capital... ne tient pas compte de la santé et de la durée de vie du travailleur, à moins que la société ne l’y oblige ». Le capital ne tient pas compte non plus de toute vie et mène la planète au bord du gouffre. Il suffit de développer une force sociale capable de l’arrêter.



Chou blanc
éditions